



Faciliter l'accès aux capitaux
publics et privés pour les populations
les plus démunies



**PROJET "ACTION, CHANGEMENT, TRANSFORMATION PAR L'INCLUSION
FINANCIERE EN RDC "
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME
PERIODE DU RAPPORT : 01 JANVIER 2020-31 DECEMBRE 2020**

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> Titre du Programme : Projet Action, Changement et Transformation par l'Inclusion Financière en RDC (ACTIF) Réf. du Programme (le cas échéant) : JP DRC ACTIF Numéro de référence du Projet/MPTF Office : 00107857 	<p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</p> <p>République Démocratique du Congo</p> <p><i>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques : Inclusion financière</i> Le climat des affaires est amélioré et l'accès des bénéficiaires à des services/mécanismes financiers viables est adapté et accru (Résultat 2.4 CPAP)</p>
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme : PNUD et UNCDF 	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONG et autres) et autres organisations internationales Ministères (Finances, PME, Agriculture, Genre), Banque Centrale, FPM-ASBL, Associations professionnelles, Coopec, IMF
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Budget total approuvé tel que reflété sur le document du projet : 5 854 274 US\$</p> <p>Contribution du Fonds via gestion canalisée : 4 771 899 US\$ (SIDA : 40 895 174 SEK*) et Contribution de(s) agence (s) PNUD: 370 000 US\$ UNCDF : 710 375 US\$ (*1 USD/8.57 SEK)</p> <p>Contribution du Gouvernement : en nature (cadres et chargés d'études des Ministères partenaires) Autres Contributions : financement parallèle (Le cas échéant)</p> <p>TOTAL : 5 854 274 US\$</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (mois) : 42 mois</p> <p>Date de démarrage : 07/10/2017</p> <p>Date de clôture originale : 28/02/2021</p> <p>Date de clôture actuelle : 31/12/2021</p>
<p>Évaluation du Programme</p> <p>Evaluation finale - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date :</p> <p>Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date :</p>	<p>Soumis par :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nom : Monah Andriambalo Titre : Inclusive finance programme Specialist Organisation Participante : UNCDF Adresse e-mail : monah.andriambalo@uncdf.org

RÉSUMÉ

Ce rapport narratif du Programme conjoint "Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière en RDC " (intitulé Projet ACTIF) couvre la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2020. Ce rapport est en conformité avec les exigences énoncées dans l'Arrangement Administratif Standard (SAA) conclu avec le bailleur de fonds. En ligne avec le Mémoire d'Accord signé par les organisations participantes, le rapport annuel est consolidé sur la base des informations, des données et des états financiers présentés par les organisations participantes. Ce n'est ni une évaluation du Programme Conjoint, ni une évaluation de la performance des organisations participantes. Le rapport fournit au Comité de Pilotage, un aperçu complet des réalisations et des défis associés au Programme Conjoint, ce qui lui permet de prendre des décisions stratégiques et des mesures correctives, le cas échéant.

Le plan de travail annuel 2020 du JP ACTIF doté d'un budget de 1 700 607.60 USD a été validé par le Comité de pilotage statuant sur les projets et programmes conjoints du Pilier 2 du PNUD : Croissance Inclusive et développement Durable – sous la Composante « Moyens d'Existence Durables ». Durant l'exercice 2020, malgré le contexte COVID 19, la collaboration avec le Fonds pour l'inclusion financière en RDC - FPM ASBL a porté sur trente-sept projets regroupés en dix-huit plans d'intervention dont 5 plans de crise dans le contexte Covid-19. Ils visent à stabiliser et corriger la situation des institutions financières partenaires.

Concernant les appuis institutionnels mis en œuvre sur approbation du Comité d'investissement du Projet, le suivi de 7 investissements sur l'acquisition de Solution de Gestion (SIG) a été effectué à distance auprès de de : *Coopec Bantu (Kananga)*, *IMF Maman Tombwama (Gbadolite)*, *IMF Paidek (Bukavu)*, *Coopec Bagira (Bukavu)*, *Coopec Inkisi (Kongo Central)*, *Coopec Guilgal (Kinshasa)*, *Coopec Bomoko (Kinshasa)*. Par ailleurs 5 projets de finance numérique ont été initiés durant le dernier trimestre 2020. En collaboration avec les Associations professionnelles (*ANIMF et APROCEC*) le Projet ACTIF a œuvré dans la formation et le partage des connaissances sur les opportunités de la finance digitale pour le secteur de la microfinance en RDC.

En termes de mesure des résultats, les 17 institutions financières partenaires du Projet, ont totalisé depuis le début du projet **1 428 132 clients actifs** contre 990 855 clients en 2017, année de démarrage du projet. Le Projet a œuvré pour consolider la confiance de la clientèle dans les services offerts par les Banques, Institutions de Microfinance et les Coopératives d'Épargne et de Crédit partenaires - incluant Cahi, Finca, Equity Bank - totalisant **un encours d'épargne de 1 191 112 798, 81 d'USD en fin 2020**. Après 36 mois de mise en œuvre le Projet a enregistré un total cumulé de **437 277 clients additionnels** dont 42.79 % sont des femmes, représentant 1,5 fois plus de l'objectif fixé au démarrage du projet.

L'année 2020 a surtout été marquée par le déploiement de 8 plans d'assistance technique directe dans le contexte de crise Covid-19 visant à stabiliser et corriger la situation des institutions financières partenaires : Akiba Yetu, Camec Mbanza-Ngungu, Cahi, Fina, Hekima, Ifod , Smico et Tujenge Pamoja.

La mise en œuvre du Projet dans un contexte inédit, nous a appris que tous les segments de clientèle des Coopec, IMF, banques ont un besoin de paiements mobiles et d'accès à l'information. La technologie leur permet de ne plus se déplacer pour déposer leur épargne ou rembourser leurs emprunts. Ainsi, ils ne transportent plus de l'argent liquide et sécurisent leurs opérations. Il apparaît que la disponibilité, l'accessibilité, la sensibilisation, la capacité constituent des facteurs clé de l'accès aux services financiers numériques pour les micro-entrepreneurs, les femmes et les jeunes, y compris dans les zones rurales.

Le niveau d'exécution du plan de travail et du budget annuel 2020 du Projet ACTIF est de 78% au 31/12/2020. La 4^{ème} et dernière tranche de contribution de la Suède est programmée pour le plan de travail 2021.

Le Bureau de gestion des fonds multipartenaires (MPTF Office) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sert d'Agent Administratif du Programme Conjoint. Le Bureau de gestion des fonds multipartenaires reçoit, administre et gère les contributions du bailleur de fonds, et verse ces fonds aux organisations participantes, conformément aux décisions du Comité de Pilotage. L'Agent Administratif reçoit et consolide les rapports financiers annuels du Programme et soumet le rapport consolidé, avec ce rapport, au Comité de Pilotage et aux contributeurs du Programme.

1. Rappel des Objectifs et Résultats escomptés du Projet

Le Projet « Action, Changement, Transformation par l'Inclusion Financière » en sigle ACTIF, est un programme conjoint du PNUD et UNCDF, avec la Coopération Suédoise comme principal bailleur de fonds. Il est doté d'un budget de 5,8 millions de dollars US pour une période initiale de trois ans et demi, allant jusqu'en février 2021. Compte tenu des délais au démarrage du Projet et considérant le contexte de crise sanitaire, les parties prenantes sont d'avis pour une extension de 10 mois de la durée du Projet, soit jusqu'au 31 décembre 2021. En consolidant les acquis des précédentes phases du Programme d'Appui au secteur de la Microfinance (PASMIF), le Projet ACTIF a pour but de contribuer aux efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre de la Feuille de route nationale de l'inclusion financière en synergie avec les autres partenaires de développement pour l'atténuation de la pauvreté et l'atteinte de ODD en République Démocratique du Congo. Le Projet ACTIF vise à améliorer le bien-être des ménages pauvres et des micro-entrepreneurs, à accroître l'efficacité économique et à soutenir la croissance en augmentant le pourcentage d'adultes, y compris les femmes et les jeunes, ayant accès à des produits et services financiers formels offerts par une variété de prestataires de services. Il est envisagé d'atteindre au moins 300.000 bénéficiaires à faible revenu (dont 55% de femmes) à la fin 2021. Ce résultat est attendu à partir de la mise en œuvre d'appuis directs au plan d'affaires du FPM ASBL, aux prestataires de services financiers (Coopec, IMF, Banques) et leurs associations professionnelles (ANIMF, APROCEC).

Contexte de mise en œuvre des activités du Projet durant l'année 2020

La République démocratique du Congo a été touchée par la pandémie à coronavirus en mars 2020. Les mesures prises pour freiner la propagation ont entraîné une récession économique de -2,2 % en 2020 en raison de la baisse des exportations due à la mauvaise conjoncture mondiale. Sur base des réalisations de production à la fin mars 2020, les estimations de croissance étaient tablées sur une contraction plus sévère du PIB de -2,4% contre -1,9% prévue initialement. Le taux de change indicatif se situe à 1.906 CDF pour un 1 USD, et le cours parallèle à 1.977,5 CDF soit une dépréciation mensuelle de 4,45% et 2,34%. Fort heureusement, la reprise progressive de l'activité économique mondiale et le lancement de la production dans les mines devraient permettre un rebond de la croissance économique de la RD Congo à 4,5 % en 2022.

Ce contexte particulier d'Etat d'urgence sanitaire a eu des effets négatifs sur le développement des activités économiques en général et le secteur de la microfinance n'est pas épargné. Cette période ne fait qu'accentuer la précarité des conditions de vie d'une grande majorité de la population en particulier ceux et celles qui sont financièrement exclus et n'ayant pas accès aux services sociaux de base.

Le secteur financier congolais n'est pas épargné. À cause de la crise sanitaire, on note un affaiblissement des activités de crédits et dépôts depuis le début de l'année. En juin 2020, l'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur de la microfinance sont respectivement à 120 MUSD et 219 MUSD, soit une baisse de 17% et 13% par rapport à décembre 2020. Contrairement au secteur de la microfinance, le secteur bancaire a été plus résilient. En juin 2020, les dépôts et les crédits à la

clientèle des banques sont à 6,40 milliards USD et 4,43 milliards USD, soit une croissance 4,9% et 0,6% par rapport à décembre 2019. Les effets de la crise dans le secteur bancaire s'illustrent par le ralentissement de la croissance et l'augmentation des impayés.

Pour renforcer le développement des produits financiers utiles et soutenir l'inclusion financière, les Banques, Institutions de Microfinance (IMF) et Coopératives d'épargne et de crédit accompagnées dans le cadre du Projet ACTIF ont un rôle important à jouer. Leur proximité avec la clientèle, mais aussi leurs méthodologies adaptées aux besoins des micro-entrepreneurs et ménages pauvres mais économiquement actifs en font des leviers réels pour améliorer l'inclusion financière en RDC.

2. Principales réalisations du Projet durant l'année 2020

Durant l'année 2020, les appuis du Projet ACTIF aux IMF et Coopec commercialement viables s'opèrent aux moyens de financements, d'assistance technique, de développement de produits innovants et de services sur mesure y compris le renforcement de portefeuille de crédits pour tenir compte des groupes vulnérables.

(i) Les Institutions financières partenaires sont renforcées pour augmenter l'accès aux services financiers formels et professionnels

En cohérence avec les priorités nationales en matière d'inclusion financière, le Projet ACTIF contribue à l'efficacité opérationnelle des institutions financières partenaires pour leur permettre d'offrir des services d'épargne, crédit ou transferts d'argent répondant aux besoins des micro-entrepreneurs, hommes, femmes, jeunes y compris en milieu rural.

C'est ainsi que les investissements du Projet ACTIF pour l'acquisition de solutions d'information et de gestion (SIG) ont permis aux institutions financières partenaires d'être plus performantes et de se positionner dans les innovations offertes par la banque à distance et la finance digitale au profit de leurs clients et sociétaires.

Le tableau n°1 ci-dessous (Portefeuille d'appuis continus du Projet ACTIF en décembre 2020) dresse la liste des institutions partenaires du Projet ACTIF notamment les appuis réalisés via le FPM ASBL ainsi que les autres appuis institutionnels du Projet sur décision du Comité d'investissement.

Tableau n°1 : Le portefeuille d'appuis du Projet ACTIF de 2018 à 2020

Institution	Zone intervention	Objet de l'appui du Projet ACTIF	Montant en USD
Assistance technique directe au secteur de la finance inclusive			
FPM asbl	1. IMF FINCA : 20 points de services dans 6 provinces	Poursuite du pilote commercial du produit CLICK et l'approfondissement des travaux d'automatisation des processus avec ARGO Finalisation de test et implémentation d'une nouvelle version d'Argos	Subvention au FPM ASBL : 832 000 USD dont 76%, de cette contribution pour l'assistance technique directe aux institutions financières partenaires
	2. HEKIMA	Poursuite des travaux relatifs à la réorganisation institutionnelle et à la sélection d'un nouveau système d'information de gestion (SIG).	
	3. IMF IFOD, Kinshasa	(Intervention de crise). La mise en place d'un cadre de gestion de risque et d'efficience opérationnelle, le renforcement de la gestion des risques de crédit et le renforcement de la sécurité de l'information. Mise en place de l'infrastructure relative au	

		contrôle interne et la finalisation des corrections du SIG	
	4. Coopec Tujenge PAMOJA, Goma	Finalisation de l'intervention dans le volet transformation institutionnelle et poursuite des travaux relatifs au système d'information de gestion (SIG)	
	5. IMF PAIDEK, Bukavu	Stratégie, gouvernance et organisation	
	6. IMF SMICO, Bukavu	(Intervention de crise) : Appui au crédit, le renforcement des solutions digitales et l'implémentation des outils de gestion de risque. Poursuite de l'élaboration du business plan relatif au déploiement du réseau d'agents bancaires et la formation des équipes comptables	
	7. IMF Vision Fund, Kinshasa	Poursuite des travaux relatifs au projet de l'extension régionale	
	8. Equity Bank, Kinshasa	Poursuite des activités de prospection visant à élargir la base de données de prospects intéressés par le financement agricole ; finalisation du rapport de prospection de Katanga	
	9. Afriland, Kinshasa	Poursuite du coaching de gestionnaires de fonds de commerce dans le cadre du projet de Downscaling	
	10. Camec Mbanza Ngungu, Kongo Central	(Intervention de crise) : Appui à la gestion du portefeuille à risque et la digitalisation de la collecte de l'épargne et du remboursement de crédit. Renforcement de l'architecture institutionnelle ; Renforcer le système d'audit et le contrôle interne	
	11. AKIBA YETU	(Intervention de crise) : La mise en place d'un cadre de gestion des risques de crédit et fiabilisation des données financières et comptables	
Appuis institutionnels			
CAMEC INKISI	Kongo Central	Amélioration du Système d'information et de Gestion – Renforcement offre en produits d'épargne et de crédit en milieu rural	121 510 USD
COOPEC BOMOKO	Kinshasa	Amélioration du Système d'information et de Gestion Renforcement offre en produits d'épargne et de crédit de crédit aux femmes en péri-urbain	85 400 USD
COOPEC GUILGAL	Ville de Kinshasa: NGaliema – Delvaux, Gambela, Ngaba Kongo central: Kimpese	Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Renforcement de l'offre en produits d'épargne et de crédit aux jeunes à Kinshasa	104 900 USD
COOPEC CAHI	Sud Kivu	(Intervention de crise) : la stratégie de relance du portefeuille de crédit et de baisse du Portefeuille à Risque (PAR) et optimisation de la gestion des risques ; Amélioration du Système d'information et de Gestion ; Développement de services financiers numériques	173 000 USD

COOPEC BAGIRA	Sud Kivu	Amélioration du Système d'information et de Gestion Développement de services financiers numériques	130 000 USD
IMF PAIDEK	Sud Kivu	Amélioration du Système d'information et de Gestion Développement de services financiers aux PME	152 000 USD
COOPEC BANTU	Kasaï central, Kananga	Amélioration du Système d'information et de Gestion Développement de services financiers en milieu rural	91 046 USD
IMF MAMAN TOMBWA MA	Nord Ubangi, Gbadolite	Amélioration du Système d'information et de Gestion Développement de crédit solidaire femmes et jeunes	114 707 USD
APROCEC	National	Appui au plan d'action de l'Association professionnelle des Coopératives d'épargne et de crédit	80 000 USD
ANIMF	National	Appui au plan d'action de l'Association Nationale des Institutions de Microfinance	80 000 USD
Montant total des appuis du Projet en Assistance technique directe et en subvention			1 964 563 USD

Tous ces appuis du Projet ACTIF contribuent significativement à la professionnalisation des systèmes financiers de proximité pour améliorer le bien-être des ménages à faibles revenus et des micro-entrepreneurs, à accroître l'efficacité économique et à soutenir la croissance. A travers ces interventions, le Projet contribue à augmenter le pourcentage d'adultes, y compris les femmes et les jeunes, ayant accès à des produits et services financiers formels offerts par une variété de prestataires de services.

Encadré 1 : Portée du Projet ACTIF au niveau micro en 2020

Avec l'appui de PNUD/UNCDF en partenariat avec la Suède, 17 institutions de Microfinance ont bénéficié d'appuis techniques ou financiers : 7 acquisitions de Systèmes d'Information et Gestion (SIG), financement de MPME par Afriland First, déploiement d'agents bancaires en province par Equity Bank et mise à l'échelle du produit « Click » par Finca. En fin décembre 2020, les institutions financières partenaires du Projet directement et via le FPM ont totalisé **437 277** nouveaux clients dans le secteur.

La progression des institutions financières partenaires - nombre et volume de crédits accordés et des dépôts collectés - traduit les contributions du Projet dans l'augmentation de l'accès et l'usage de services financiers formels en RDC au cours de l'année 2020.

En fin 2020, les Institutions partenaires du projet ACTIF avec le FPM ASBL ont totalisé **1 191 112 798,81 USD** pour **1 428 132 comptes ouverts** et **l'encours de crédit s'élève à 854 717 967,15 USD** pour **142 940 emprunteurs**.

Par rapport au portefeuille d'appui en 2018 année de démarrage effectif du Projet puis au cours de 2019 phase de déploiement, il est à relever que l'année 2020 confirme le dépassement des objectifs fixés . En effet, au cours des trois dernières années, le volume d'épargnes collectées par les institutions partenaires a augmenté de 136,41% tandis que l'encours de crédit est passé à 147,49% en fin 2020.

Résultats 2020 : Principales Réalisations 2020

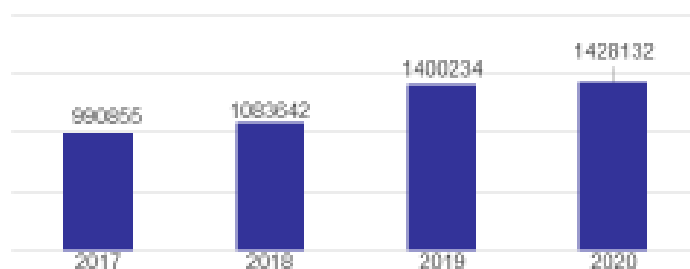
- ✓ **437 277 nouveaux clients en 2020 vs 316 692 en 2019** nouveaux clients (Progression de 38 %)
- ✓ **16752 clients en 2020 vs 14 573 en 2019** utilisant de nouveaux produits d'épargne en milieu rural.



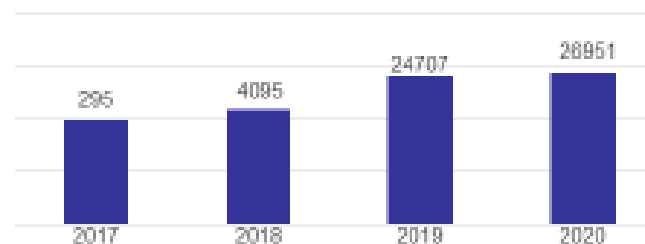
- ✓ Les institutions Financières Partenaires ont octroyé des prêts à **142 940 bénéficiaires** (emprunteurs)
- ✓ Des **encours de crédit de 854 717 967,15 USD** en 2019

648 697,43 femmes ont eu accès aux services et produits financiers

Clients touchés par les institutions Partenaires



Jeunes touchés par les institutions financières partenaires



Au niveau micro : Analyse des données clés des institutions partenaires du Projet en 2020

Dans l'ensemble, les appuis du JP ACTIF au niveau micro visent le renforcement des capacités des institutions financières partenaires afin de réduire leurs risques institutionnels et d'accroître leur capacité d'intervention. Les apports du Projet enregistrent un réel impact sur les capacités de ces institutions dans l'offre de services professionnels et commerciales ciblant les MPME, hommes, femmes et jeunes y compris en milieu rural.

- (i) À la clôture de l'exercice 2020, la **collaboration avec le FPM-asbl a porté sur le portefeuille d'Assistance Technique Directe (ATD)** de trente-sept projets regroupés en **dix-huit plans d'intervention dont 8 plans de crise dans le contexte Covid-19**. Ils visent à stabiliser et corriger la situation des institutions financières partenaires. Face à une baisse du volume d'activités, les problèmes de liquidité, une baisse des marges et de la rentabilité et une forte montée des risques, notamment les risques de crédit, le FPM a lancé un programme d'assistance technique et de refinancement de crise avec comme objectif d'accompagner le secteur financier durant cette période de crise. Cet accompagnement vise à réduire le choc au niveau des institutions financières partenaires du FPM tout en renforçant leur résilience aux chocs.
- (ii) Concernant les appuis institutionnels mis en œuvre sur approbation du Comité d'investissement du Projet, **le suivi des investissements pour acquisition de Solution de Gestion (SIG) performant auprès de : Coopec Bantu, IMF Maman Tombwama, IMF Paidek, Coopec Bagira, Coopec Inkisi, Coopec Guilgal, Coopec Bomoko**. 3 projets numériques pour des services bancaires via agents et des services financiers mobile ont été initiés durant le dernier trimestre 2020.
- (iii) Les appuis du Projet ACTIF ont redynamisé un **produit financier dédié aux jeunes diplômés universitaires**.

Encadré 2 : Produit « ASSUJOB » de la COOPEC GUILGAL

ASSUJOB ou encore assurance emploi est une innovation développée par la COOPEC GUILGAL avec l'objectif suivant : Aider à l'éducation financière des étudiants à travers des campagnes de sensibilisation et de discussion sur les questions liées à l'éducation financière et la création d'entreprises. Ce produit a également donné une certaine notoriété à l'institution dans les milieux estudiantins.

Au 31 décembre 2020, nous avons pour ce produit un encours d'épargne de 200 000 000 CDF (équivalent à 100 000 USD) avec un total de 1200 étudiants. Le financement accordé à la même période pour ce produit montait à 60 000 000 CDF (équivalent à 30 000 USD). La Coopec a pour ambition de toucher moins 10% de l'ensemble des étudiants de la ville Province de Kinshasa avant d'amorcer l'accès à d'autres Provinces.

En fin 2020, la COOPEC GUILGAL a touché **7 848 jeunes** par ses produits financiers. 27% sont des filles ayant des MPME contre 5 941 jeunes en 2019 et la moyenne d'âge est de 22 à 23 ans. Le total des épargnes collectées par les jeunes atteint 563 748 USD.

Encadré 3 : Produit « MPESA » pour l'épargne des jeunes

Une activité au cœur des opérations de la COOPEC BAGIRA qui inaugure le début de la digitalisation pour mieux répondre aux besoins de sa clientèle surtout les jeunes (petits marchands revendeur de la monnaie électronique et artisans) comme cibles dans la ville de Bukavu et ses périphériques.

Au 31 décembre 2020, 11 993 personnes dont 2 894 femmes et 2 363 jeunes sont desservis contre 10 000 personnes dont 3 683 femmes et 2 638 jeunes en 2019, soit une variation de 19,93% . Notons que 3303 personnes, dont 1 334 femmes, ont adhéré au MPESA via la Coopec BAGIRA

Le nombre de jeunes servis par les partenaires du Projet ACTIF pendant l'exercice 2020 est de **26 951** (dont 33% sont des filles) contre 24 707 en fin 2019 et 4 095 en 2018. Cette hausse s'explique par la présence de nouveaux produits adaptés qui répondent aux besoins réels de MPME des jeunes. Ceci a également une incidence sur le niveau du portefeuille crédit des institutions concernées, notamment les Coopecs CAHI et BAGIRA.

- (iv) Grâce aux appuis techniques du Projet pour encourager des **produits adaptés à la demande de groupes informels d'entraide entre membres** - Mutuelles de solidarité (MUSO) encadrées par les COOPECS CAHI, INKISI et CAMEC MBANZA-NGUNGU – au moins **14 772 personnes** constitués en **252 groupes** vivants dans les milieux ruraux, pratiquant l'élevage, le maraîchage, le petit commerce dont **10 320 femmes** ont bénéficié de services de microfinance auprès d'institutions formelles partenaires du Projet avec un encours crédit de 386 135,16 USD en décembre 2020.

Encadré 4 : Le nouveau produit « Crédit Solidaire UMOJA » de la COOPEC CAHI

Développé en 2019, grâce aux appuis de l'UNCDF afin de répondre aux besoins réels de la population pauvre dans les milieux ruraux de la RDC » précisément les paysans dans la zone rurale de Walungu au Sud-Kivu. Il a permis de toucher jusqu'à juin 2020, 13 007 paysans regroupés en mutuelle de solidarité pratiquant l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. 9 835 femmes (75,6%) ont bénéficié de ces services. L'encours de crédit global est estimé à 344 665 USD avec une meilleure qualité de portefeuille de crédit PAR30 égal à 0 %.

Encadré 5 : Synergie entre partenaires de la Coopération suédoise

Sous l'impulsion de l'Ambassade de Suède qui appuie la finance inclusive en RDC, une synergie s'est opérée au Sud Kivu entre le Projet ACTIF et l'ONG Alert International. C'est ainsi que les groupes d'épargne informelle incluant des femmes commerçantes transfrontalières ont utilisé la Coopec CAHI pour bénéficier de services financiers formels avec le « Crédit solidaire UMOJA ». Au total, 150 femmes ciblées pour un crédit moyen 100\$ remboursable en 4 mois.

D'après une tendance générale observée dans le cadre du suivi trimestriel des données du Projet, les institutions financières partenaires ont connu une légère baisse d'activités, due aux effets négatifs de la COVID-19 ; ce qui se lit à travers la dépréciation des encours de crédit tant en volume qu'en nombre des institutions financières et présente une tendance négative de rentabilité opérationnelle et une mauvaise qualité de leur portefeuille de prêt pour la plupart.

Il est à relever que durant la période 2020, toutes les institutions partenaires du Projet ont été contrôlées par la Banque Centrale - par la transmission de leurs données trimestrielles sur le logiciel FINA à l'Autorité de supervision mais aussi par une inspection sur place. *Voir la liste des institutions partenaires et le type de contrôle effectué par la Banque Centrale sur le tableau 3 en annexe*

- (ii) Les Associations professionnelles sont renforcées en tant que plateforme pour le plaidoyer et le partage des connaissances**

Au niveau méso, le Projet ACTIF contribue à améliorer la viabilité des institutions qui soutiennent les intérêts collectifs et les capacités dans le secteur à savoir : l'Association Professionnelle des Coopératives d'Épargne et de Crédit (APROCEC) et l'Association Nationale des Institutions de Microfinance (ANIMF). Durant l'exercice 2020, le Projet ACTIF a continué à faire le suivi sur son appui au fonctionnement de ces deux associations.

Pour illustrer le rôle des Associations professionnelles en matière de défense des intérêts du secteur et pour le renforcement de capacités de leurs membres, les activités suivantes sont à relever :

Pour l'APROCEC :

- La production d'un rapport de veille sectorielle et conseils pendant la période de COVID-19
- L'organisation d'un atelier sur la bonne gouvernance et les stratégies de recouvrement de crédits par les institutions financières membres (23 participants dont 5 femmes).

Pour l'ANIMF :

- Des activités contribuant notamment à sensibiliser les femmes dans le cadre de l'inclusion financière : organisation d'une Journée Internationale de sensibilisation des femmes autour leurs droits et responsabilités face aux enjeux de l'heure et sur l'inclusion financière en s'appuyant sur l'éducation financière. L'événement a eu lieu à Goma et à Kinshasa, avec pour thématique « Je suis de la Génération Égalité : Levez- vous pour les droits des femmes ». Il y a eu au total 281 participants dont 10 % d'hommes.

Dans le cadre de la gestion des institutions financières (IMF et COOPEC) pendant la période de crise COVID-19, la Banque Centrale du Congo a publié une instruction 43 qui permet aux IMF et COOPEC de ne payer aucun frais pour des transactions mobiles inférieures ou égales à 1450\$.

Encadré 6. La BCC a vite réagi en publiant deux instructions

« À l'annonce du premier cas de COVID-19 à Kinshasa et des mesures barrières par le Gouvernement, un jour après les institutions avait déjà ressenti le choc dans leurs activités. Sans attendre, l'ANIMF et l'APROCEC ont adressé un mémo au Gouverneur de la BCC, en proposant des mesures à prendre, allant de l'allègement de certaines mesures prudentielles à la promotion de la finance digitale pour permettre aux IMF d'assurer les services financiers à la population pendant la période de confinement. »

André MAYALA LUTETE, Secrétaire Exécutif de l'Association Nationale des Institutions de Microfinance (ANIMF)

(iii) Le savoir acquis et les enseignements tirés sont partagés aux principales parties prenantes.

- Avec le soutien financier du projet ACTIF, le partenaire principal FPM ASBL a organisé huit (8) webinaires en 2020, y compris : la réponse du FPM par rapport à la crise de Covid-19 (31/07/20) ; Les services financiers numériques : une donne incontournable pour les institutions financières dès 2020 (07/08/20) ; La gestion des risques financiers au lendemain de la crise (05/09/20) ; Secteur des Assurances : impact de la crise sanitaire de la COVID-19 et opportunités de développement » et la Journée Internationale de l'Épargne dans quatre villes notamment Bukavu, Goma, Mbanza-Ngungu et Kisangani.
- Durant l'exercice 2020, le Projet ACTIF a également investi dans le partage des connaissances sur les opportunités de la finance digitale pour le secteur de la microfinance en RDC. Un appui en communication a été donné à la Coopec Bagira notamment pour la diffusion radiophonique de ses spots publicitaires. »
- Le projet a aussi organisé des appels vidéo avec les institutions partenaires dans le but spécifique d'accompagner à différents stades de leurs démarches en matière de transformation digitale.

- Les rapports trimestriels de tous les partenaires de mise en œuvre du Projet ACTIF sont à jour et servent de base pour élaborer le rapport semestriel ainsi que le rapport annuel présenté au Comité de pilotage.

Encadré 7 : Cas pratique de la Coopec Guilgal

« Pendant la période de la pandémie, les défis étaient immenses :

- Privilégier le travail à distance sur le plan interne (usage de Skype, Zoom, Meet et Team) ;
- Limiter l'afflux des personnes dans nos différents guichets ;
- Limiter la manipulation d'espèces en continuant à envoyer nos agents sur terrain pour la collecte des épargnes ;
- S'assurer de continuer à décaisser les crédits afin de garder la confiance des membres et garantir la continuité des remboursements.

Face à ces défis, nous avons intensifié la collecte des épargnes avec des téléphones portables (en utilisant notre application pour agents mobiles). Nous avons par ailleurs soumis au projet ACTIF, un projet de lancement de réseau d'agents, dont l'objectif est de mieux faire face aux différents défis soulevés. »

ALAIN TAMELA, Gérant COOPEC GUILGAL, Kinshasa-DRC

Encadré 8 : L'IMF PAIDEK a un taux de 50% de femmes, ce qui est remarquable.

« Lors des investigations, il est observé que les hommes sont plus à la recherche d'un emploi salarié que d'exercer une activité personnelle de microentreprise. Les femmes au contraire restent disposées à répondre à nos préoccupations depuis les premières investigations jusqu'au remboursement du crédit en passant par toutes les étapes de la procédure. Les hommes pour la plupart ne sont pas patients. »

Rémy Mitima Mpanano, Directeur Général de PAIDEK

3. Les risques et contraintes liés à la mise en œuvre du JP ACTIF durant l'exercice 2020

- Le premier risque concerne la crise de la pandémie (COVID-19) qui a un caractère multisectoriel, du fait de la paralysie et des diverses conséquences qu'elle a entraîné dans presque tous les secteurs de la vie à travers le monde (sanitaire, économique, financier, politique, etc.). Pour le secteur de la Microfinance et la finance inclusive, l'atténuation de ce risque suppose le respect des instructions de la BCC pendant cette période. Les actions préconisées portent sur : la restructuration des crédits des institutions partenaires, la mise en place d'une gestion proactive de la clientèle, la bonne gouvernance, la promotion de l'éducation et la sensibilisation des clients aux différentes mesures barrières.
- Risque continu : le manque de coordination des partenaires impliqués dans la finance inclusive pourrait compromettre les résultats escomptés par le Projet. Il est à retenir que l'unité de gestion du projet capitalise les solides relations issues de la mise en œuvre depuis le PASMIF et ne ménage aucun effort pour maintenir une collaboration de qualité avec les hauts cadres de la Banque centrale, du Ministère des Finances et du Ministère de l'Agriculture en tant que parties prenantes clés dans la mise en œuvre du Projet conjoint ACTIF.

4. Défis

- L'extension des PSF vers les zones moins desservies avec une attention spécifique à l'offre d'un financement rural et une digitalisation à la clé ;
- La mobilisation des ressources pour contribuer davantage aux priorités de la feuille de route nationale de l'inclusion financière, notamment le renforcement des institutions financières pour les innovations et la digitalisation afin d'augmenter l'accès aux services financiers formels.

5. Leçons apprises

Durant l'année 2020, la mise en œuvre du Projet a permis de retenir deux éléments d'apprentissage.

- La mise en œuvre du Projet dans un contexte de crise inédite, nous a appris que tous les segments de clientèle ont en commun un besoin de paiements mobiles et d'accès à l'information. La technologie leur permet de ne plus se déplacer dans une agence d'un prestataire de services financiers pour déposer leur épargne ou rembourser leurs emprunts. Ainsi, ils ne transportent plus de l'argent liquide et sécurisent leurs opérations. Il apparaît que la disponibilité, l'accessibilité, la sensibilisation, la capacité constituent des facteurs clé de l'accès aux services financiers numériques pour les micro-entrepreneurs, les femmes et les jeunes, y compris dans les zones rurales.
- Les mesures prises par les partenaires de mise en œuvre du Projet ACTIF ont permis de mettre en œuvre des plans de continuité assortis d'indicateurs clés de suivi des risques se rapportant à la baisse du volume d'épargne et de crédit, la montée du portefeuille à risque, la perturbation des plans de trésorerie des institutions.

Conclusion

Le niveau d'exécution du plan de travail et du budget 2020 du Projet ACTIF est de 78% au 31/12/2020. La Revue annuelle des partenaires (Suède, PNUD, UNCDF) a été réalisée le 24 juillet 2020 au cours de laquelle les parties prenantes ont convenu de poursuivre les efforts pour atteindre le taux de 55 % de femmes bénéficiaires y compris par la numérisation des services d'épargne, crédit et éducation financière.

Compte tenu des délais au démarrage du Projet et considérant le contexte de crise sanitaire, les parties prenantes sont d'avis pour une extension de 10 mois de la durée du Projet, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

La 4ème et dernière tranche des fonds suédois pour ce Projet conjoint dédié à la finance inclusive fait partie du plan de travail et budget 2021 avec une priorité pour les innovations et la responsabilisation des bénéficiaires en particulier dans un contexte de crise sanitaire qui nécessite des appuis pour une meilleure résilience.

ANNEXES

Tableau 2 : Evolution des clients utilisant de nouveaux produits d'épargne en milieu rural

Indicateurs de résultats des IFP partenaires au 31 décembre 2020	Fin Année 2018	Année 2019	Réalisations décembre 2020	Variation par rapport en 2018	Variation en%
Nombre de clients actifs	1 083 642	1 400 234	1 428 132	344 490	31,8%
Nombre de clientes (femmes)	454 289	667 286	648 697,43	194 408,43	42,79%
Encours crédits total (US \$)	345 345 746	689 500 788	854 717 967,15	509 372 221,15	147,49%
Encours épargne total (US \$)	503 838 207	1 012 371 149	1 191 112 798,81	687 274 591,81	136,41%
Nombre clients utilisant de nouveaux produits d'épargne en milieu rural	nd	14 573	16 752	16 752	100%
Nombre de membres Mutuelles de Solidarité desservis par les Coopecs formelles	1 450	8 539	14 772	13 322	918,75%

Tableau 3 : Tableau Institutions partenaires du Projet ACTIF contrôlés par la BCC en 2020.

Institutions	Type de contrôle effectué	Localisation
IMF Maman Tombwama	Mission de contrôle sur place	Gbadolite/ Nord-Ubangi
COOPEC Bantu	Mission de contrôle sur place	Kasaï Central (Kananga).
FINCA, Equity Bank, Afriland Bank, Vision Fund, IFOD, GUILGAL, COOPEC Bomoko	Mission de contrôle sur place	Kinshasa
IMF Tujenge Pamoja, SMICO, IMF Hekima	Contrôle avec pièces	Nord-Kivu (Goma)
CAMEC Mbanza Ngungu	Contrôle avec pièces	Mbanza Ngungu (Kongo Central)
CAMEC Inkisi	Contrôle avec pièces	Kongo-Central (Inkisi)
COOPEC Cahi, IMF Paidek, COOPEC Bagira	Contrôle avec pièces	Bukavu (Sud-Kivu)

La **Banque Centrale du Congo** assure la supervision des banques, Institutions de Microfinance et Coopératives d'épargne et de crédit. Elle procède ou fait procéder, au moins une fois l'an, au **contrôle avec pièces** (logiciel FINA) et en effectuant des missions de contrôle sur place.

Tableau 4 : Suivi des indicateurs de résultats du JP ACTIF à fin décembre 2020

Projets	Indicateurs	Cibles 2020	Réalisations décembre 2020	Commentaires
ACTIF : Inclusion financière	<p>Indicateur 1. Nombre IMF et COOPECS en fort potentiels encadrés en ATD ou en développement des produits.</p> <p>Indicateur 2 : Nombre de nouveaux clients atteints.</p>	<p>Target : Au moins 07 IMFS & COOPEC encadrées en ATD via le FPM ASBL et 01 nouveau produit digital développé ;</p> <p>50 000 nouveaux clients atteints par rapport aux réalisations du projet en 2019 dont 49% de femmes et 12% de jeunes ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 37 Projets d'assistance technique directe (ATD) mis en œuvre par le FPM asbl regroupés en 18 Plans d'intervention dont 5 plans de crise dans le contexte Covid-19. Ils visent à stabiliser et corriger la situation des institutions financières partenaires. Gestion des risques et redynamisation ; - 7 Accords de performance – subvention pour acquisition de Solution de Gestion (SIG) performant : Coopec Bantu, IMF Maman Tombwama, IMF Paidek, Coopec Bagira, Coopec Inkisi, Coopec Guilgal, Coopec Bomoko ; - 5 projets numériques (Cahi, Bagira, Okapi, Infoset et Dimagi); - 3 Nouveaux produits d'épargne développés en milieu rural : « Crédit Solidaire UMOJA », « Plan Épargne Projet ou PEP » ou ciblant les jeunes le produit « ASSUJOB », en version améliorée pour les jeunes universitaires; - 437 277 nouveaux clients actifs avec 42,79 % de femmes contre les 300 000 prévus ont bénéficié des produits et services de microfinance et 26 951 de jeunes, dont 33% sont des filles contre 24 707 en fin 2019 et 4 095 en 2018 ; - 14 722 paysans dont 10 320 femmes (75,6%) pratiquant l'agriculture, l'élevage et le petit commerce sont regroupés en mutuelle de solidarité 	<p>Ce sont les résultats du programme conjoint PNUD-UNCDF : l'accord de subvention avec le FPM-ASBL couvre l'assistance technique aux banques, IMF et Coopec partenaires.</p> <p>* 5 plans de crise dans le contexte COVID-19 portant sur les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le lancement de six nouvelles sessions de formation en ligne ; * la tenue de trois forums sous le format de webinaire ; * la relance des activités d'appui dans le domaine de performance sociale des institutions financières partenaires (NSE) ; <p>Le lancement du premier lot de PI de crise en faveur de trois COOPEC (AKIBA YETU, CAHI et CAMEC Mbanza-Ngungu) et de trois IMF (FINCA, IFOD et SMICO) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> * la poursuite de la mise en œuvre des activités de 3 programmes d'assistance technique directe (ATD classique) en faveur de FINCA, SMICO et HEKIMA ; * le suivi à distance des activités de trois programmes d'assistance technique directe (ATD) en faveur des institutions suivantes : TUJENGE PAMOJA, EQUITY BANK et VISIONFUND <p>* Neuf (9) sessions de formation portant sur les modules suivants :</p> <p>Finance agricole : diversification des produits, Formation pour diriger en temps de crise, Assurer le fonctionnement de la</p>

			<p>(Musu) avec articulation aux institutions de microfinance ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 67 groupes composés de 315 hommes et 172 femmes pratiquant le commerce transfrontalier sont réunis dans la Coopérative CAHI à Bukavu (dans le cadre de synergie ACTIF- ONG ALERT International). 	<p>microfinance, Mercursim pour faire face à la covid-19, Services financiers numériques : options stratégiques et gestion des risques, Communication et marketing des institutions financières face à la COVID-19 ont été organisés et ont enregistré un total de 320 participants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forums organisés sur la Journée Internationale de l'épargne dans quatre villes notamment Bukavu, Goma, Mbanza-Ngungu et Kisangani. - Au total 8 Accords de subvention signés (Performance based agreement) dont 3 institutions à Kinshasa (Bomoko ; Guilgal et Camec Inkisi) et 3 à l'Est (Coopec CAHI, BAGIRA et IMF Paidek) et 1 au Central (Coopec BANTU) et 1 au Nord Ubangi (IMF Maman Tombwama).
	<p>Indicateur 3. Le plan de communication du Projet ACTF incluant les actions des Associations Professionnelles et des IMF et COOPECS est appuyé.</p>	<p>Target : 2 ateliers conjoints APROCEC, ANIMF, vidéo succès stories réalisé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une journée Internationale de sensibilisation des femmes autour leurs droits et responsabilités face à l'inclusion financière est organisé à Goma et Kinshasa avec thématique « Je suis de la Génération Égalité : Levez-vous pour les droits des femmes », avec 281 participants dont 10 % des hommes. - 280 Cadres et agents formés en différentes sessions adaptées au contexte de la crise; - 387 Enseignants des écoles membre de « ASSONEPA » dont 90 femmes sensibilisées en éducation financière à Kinshasa et Goma ; - 478 Élèves, 30 enseignants des écoles de Kinshasa et 10 parents sensibilisés sur l'épargne; - En marge de JIE (Journée Internationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Un atelier organisé par l'ANIMF à Goma et Kinshasa contribuant notamment à sensibiliser les femmes dans le cadre de l'inclusion financière ; - Organisation par APROCEC d'un atelier de bonne gouvernance et sur les stratégies de recouvrement des crédits - Plaidoyer auprès de la BCC pour obtenir des dérogations et facilitations permettant les transactions mobiles des clients des institutions financières sans payer les frais et ce jusqu'à la hauteur de 145 USD. Une l'instruction 043 a été publiée ; - Lobbying auprès de la BCC qui a abouti à la publication de

			<p>de l'Épargne 2020, une forte campagne de sensibilisation à travers les médias locaux telles : TNT, Top Congo, B-One, Zoom Econ et Référence Plus</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 action de plaidoyer est menée en faveur du secteur de la microfinance de la RDC auprès de la Banque Centrale pour la gestion de la crise provoquée par le COVID-19. 	<p>l'instruction n°44 portant sur les mesures urgentes sur l'interopérabilité bilatérale, l'ouverture des API et octroi des autorisations, des portails d'acceptations, de la tarification des transactions en monnaie électronique et de gestion des intérêts.</p>
	<p>Indicateur 4. Nombre d'atelier sur le MAP organisé.</p>	<p>Target : 01 atelier technique organisé à Kinshasa, le draft de la stratégie Nationale est examiné par les parties prenantes clé, La matrice de S&E de la feuille de route pour l'inclusion financière est renseignée.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Une réunion des parties prenantes clés organisée par le Ministère des Finances pour recueillir les commentaires sur le draft de stratégie nationale pour l'inclusion financière Le Ministère des Finances et la Banque Centrale ont le lead de cet agenda (Cellule Banque, Monnaie). - La collecte des données pour la matrice de S&E de la feuille de route est en discussion avec la Banque Centrale.
	<p>Indicateur 5. Nombre de comité de pilotage et comité d'investissement organisés.</p>	<p>Target : (02) comités de pilotage et (01) comité d'investissement organisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de pilotage exercice 2019 est organisé. - Deux comités d'investissement sont organisés. 	<p>Organisation du Comité de pilotage du Projet sous composante MED/Pilier II du PNUD exercice 2020; Deux comités d'Investissement pour la validation des deux institutions financières (FinTech Okapi Finances et COOPEC GUILGAL) dans le cadre de la digitalisation.</p>

Tableau 5 : Encours d'épargne et de crédit MPME des institutions financières partenaires du Projet ACTIF incluant le FPM ASBL au 31 /12/2020

N°	IFP	Nbre d'épargnes MPEM	% des femmes	Nbre de crédits de MPEM	Encours épargne/MPME	Encours crédit/MPME
1	CAHI	39 616	36,5%	5 745	20 154 801	11 579 669
2	AKIBA YETU	5 060	41,2%	473	1 079 401	1 055 210
3	EQUITY BANK	658 107	14,6%	24 730	699 890 930	343 537 016
4	FINCA	350 849	45,35%	57 117	58 743 548	61 341 499
5	HEKIMA	0	76,33%	8 900	0	2 339 332
6	I FOD	9 395	60,57%	1158	3 972 733	3 050 836
7	CAMEC MBANZA	15 282	35,5%	2 008	958 222	712 424
8	SMICO	40 141	8%	4 879	12 470 144	11 029 473
9	AFRILAND First BANK CD	190 454	50%	23 942	381 644 949	404 441 446
10	TUJENGE PAMOJA	5 702	18%	556	5 224 806	2 339 332
11	VisionFund DRC	31 618	56%	2 733	1 913 769	4 516 745
12	Mutuelle BOMOKO	25 029	62,75%	1404	569 785,57	529 459,98
13	CAMEC INKISI	13 149	47,31%	3 029	1 280 540,71	986 981,74
14	COOPEC GUILGAL	28 269	64%	2 920	2 796 240	2 324 531
15	COOPEC BAGIRA	11 694	33,35%	493	527 766	355 054
16	IMF PAIDEK	3 940	50,6%	1 600		4 012 262,43
17	COOPEC BANTU	507	58,99%	138	401 194,54	248 345
18	MAMAN TOMBWAMA		43%	576	-	73 153
	TOTAL	1 428 132	Moy : 42,79%	142 940	1 191 112 798,81	854 717 967,15